

Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 78 (1970)

Buchbesprechung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BIBLIOGRAPHIE

Monnaies de Fribourg / Freiburger Münzen, Fribourg, Banque de l'Etat (1969), xii + 249 p., fig., pl.

Parmi les ouvrages jubilaires que quelques banques de notre pays ont fait paraître au cours de ces dernières années, celui que nous offre la Banque d'Etat de Fribourg mérite une attention particulière. Renonçant à se complaire en elle-même, cette institution a généreusement décidé de fournir une contribution de qualité à l'histoire monétaire de Fribourg, « pour la beauté de la chose ». Pour ce faire, elle a fait appel à une équipe d'historiens et de numismates de talent, qui ont travaillé sous la direction du regretté Marcel Strub. Il faut aujourd'hui en féliciter et en remercier les responsables, car le résultat est excellent.

Il ne saurait être question d'analyser ici toutes les contributions apportées dans ce très beau volume, richement illustré par les photos de Leo Hilber. Délibérément, quoique à regret, nous laissons le soin aux économistes et aux numismates de présenter dans leurs revues spécialisées l'article du professeur Roland Ruffieux, intitulé *Structures sociales et conjoncture économique*, comme le *Catalogue des monnaies*, soigneusement préparé par MM. Erich B. Cahn et Charles Villard. Il nous appartient en revanche de dire tout le bien que nous pensons de l'*Essai d'une histoire monétaire du canton de Fribourg*, élaboré par M. Nicolas Morard, directeur des Archives de l'Etat de Fribourg.

Ne nous laissons pas abuser par la modestie du titre : cet *Essai* est à vrai dire une étude très fouillée et fort complète du sujet traité, qui occupe d'ailleurs plus de la moitié du volume (131 pages sur 247). Avant d'aborder l'étude proprement dite des phénomènes et de la politique monétaire à Fribourg, l'auteur retrace le système monétaire de l'évêché de Lausanne, dont les comtes-évêques jouirent du droit de battre monnaie de 1011 à 1536. C'est l'occasion de brosser une synthèse fort claire des connaissances actuelles dans ce domaine et ces pages seront utiles aux historiens vaudois. M. Morard présente ensuite le fruit de ses recherches méticuleuses sur l'origine et l'évolution du monnayage fribourgeois. Il en trouve la source dans la « réforme » de l'évêque Guillaume de Challant, vers 1420. Lasse des amoindrissements répétés de la monnaie lausannoise, Fribourg — ville marchande en plein essor dont l'or s'écoulait vers toute la Suisse occidentale et où l'argent, souvent de mauvais aloi, devait affluer — prit en 1420 des mesures pour fixer le taux d'échange des monnaies, parant ainsi aux manœuvres déloyales de l'évêque. Très peu de temps après, le droit de monnayage fut accordé aux Fribourgeois (diplôme impérial et confirmation papale en 1422). L'auteur retrace ensuite l'histoire des pre-

mières frappes, les conséquences de l'entrée de Fribourg dans la Confédération (1481), l'entente monétaire avec Berne au XVI^e siècle. Puis viennent les chapitres consacrés à la crise monétaire du XVII^e siècle et à la décadence du monnayage fribourgeois, jusqu'à la dernière frappe de 1846, année où cessa l'activité de l'hôtel des monnaies de Fribourg.

Quatre siècles de vie économique sont ainsi élucidés dans un exposé empreint de netteté. Quelques annexes donnent le texte des principales ordonnances et des tableaux fournissent le cours du florin du Rhin et de l'écu de France aux XV^e et XVI^e siècles, complément précieux pour tout historien de cette période.

Il faut donc féliciter chaudement M. Morard pour ce nouvel enrichissement qu'il apporte à l'histoire de notre Suisse romande.

OLIVIER DESSEMONTET

Hans Franz Veiras Heutelia, hrsg. von Walter Weigum, München, Kösel-Verlag, 1969, 428 p., facs. (Deutsche Barock-Literatur.)

Bonne nouvelle pour les amateurs d'écrits satiriques ! L'introuvable *Heutelia* de 1658 vient d'être rééditée. On ne peut qu'en remercier M. Walter Weigum, le meilleur connaisseur du sujet, qui a joint au texte allemand de ce pamphlet une excellente introduction sur son auteur, lequel, comme on s'en doute, s'était bien gardé d'y mettre son nom. Ce petit livre fit scandale à Berne, et ailleurs, mais l'enquête officielle tourna court et ne réussit pas à percer le secret.

Longtemps on a attribué cette pièce à Jacob Graviset, fils de ce banquier strasbourgeois qui hérita de son parrain, Jacques Bongars, la riche collection de manuscrits dont il devait faire cadeau à la ville de Berne. Mais cette hypothèse, reprise par Gottlieb-Emanuel Haller, dans sa *Bibliographie der Schweizer-Geschichte*, et renforcée par Hagen, doit être abandonnée, comme l'a montré M. Weigum, il y a vingt-cinq ans, dans sa monographie *Heutelia, eine Satire über die Schweizer des 17. Jahrhunderts*, Frauenfeld, 1945 (*Wege zur Dichtung*, 47). A dire vrai, c'est à un bon ami de Graviset que l'écrit doit être restitué, Jean-François Veyras, qui fut secrétaire de Bongars, et passa au service de l'Electeur palatin, Frédéric, l'éphémère roi de Bohême (1618), le « Winterkönig », avant de se réfugier en Suisse, où il passa les quarante dernières années de sa vie. L'argumentation de M. Weigum est bien menée, elle emporte la conviction, on peut considérer comme assurée l'attribution à Veyras.

Or ce Veyras nous intéresse assez directement, nous Vaudois, car il est le fils de Nicolas Veyras, qui fut médecin de la ville de Payerne dès 1581, et s'en alla, muni de bons certificats, servir dans les troupes du roi de Navarre, le futur Henri IV. On regrette seulement que M. Weigum, qui a consulté les Archives cantonales vaudoises, n'ait pas mentionné la notice du Dr Eugène Olivier, dans *Médecine et santé au Pays de Vaud, des origines à la fin du XVII^e siècle*, t. II, Lausanne, 1962, p. 855.

Le jeune Veyras ne semble pas avoir gardé d'attaches avec sa ville natale ; rien d'étonnant à cela, il n'avait pas dix ans quand il la quitta, et tout ce qu'il dit de *Trepanatium* (Payerne) tient en trois lignes : « Ist ein reiches Stättlein, welches berühmt ist von wegen deren Wachtelhunden, so man dort abrichtet, dahero solches derselben Atheneum von den Weydleuthen geheissen wird » (p. 303).

Heutelina, c'est naturellement Helvetia, tous les noms de lieux et de personnes, ainsi travestis, sont facilement reconnaissables. La *clavis* d'environ soixante noms, jointe à l'édition de 1658, a été largement augmentée par M. Weigum dans ses « Deckwörter » (p. 404-428).

C'est donc une description de la Suisse des XIII cantons par trois voyageurs, un réformé du Palatinat, un juriste luthérien du Wurtemberg, un prêtre catholique de Bavière, qui nous est offerte. Ils entrent en Suisse par Schaffhouse (*Ivodunum*) pour se diriger sur Zurich, de là à travers les châteaux d'Argovie — en particulier Liebegg, le domaine des Graviset — ils s'acheminent sur Berne (*Rusinopolis*) et Fribourg (*Castelloburgum*), pour gagner enfin Genève, en passant par Lausanne et Morges.

Le récit est vivant, savoureux, nourri de proverbes et de gauloiseries. Nos voyageurs s'entretiennent avec des gens de toutes sortes, marchands, magistrats, pasteurs (*Druidae*) ou prêtres (*Mufti*), qui leur tiennent compagnie dans les auberges où ils descendent. Les questions portent en premier lieu sur les institutions politiques, le choix des magistrats, mais aussi sur les affaires religieuses, les couvents et le rôle des moines (*Bonzi*), des Jésuites surtout (*Corvini*). L'auteur, qui semble versé dans les sciences juridiques, s'étonne que les Suisses aient si peu de juristes (*Themistae*). Il ne manque pas de s'égayer, en passant, de certains usages locaux.

Sa langue ne laisse pas de poser des problèmes, c'est un allemand bourré de mots latins et de mots empruntés aux langues étrangères. Cela fait une sorte de charabia désarmant de naïveté, mais cette naïveté a toute chance d'être calculée. Il se pourrait, comme le suppose M. Weigum, que l'auteur ait eu d'abord le projet d'écrire en latin.

Tel qu'il nous est offert, ce tableau de la Suisse au milieu du XVII^e siècle ne manquera pas d'amuser en les instruisant ceux qui prendront le temps de le lire.

On s'est essayé dans les pages qui suivent à rendre en français ce qui se rapporte au Pays de Vaud et à Genève ¹, tout en gardant telles quelles les formes latines dont le texte est parsemé.

« Après midi nous partîmes (de Fribourg) avec notre *Naulansanus* (Lausannois) vers *Trepanatium* (Payerne)... Le lendemain, nous partîmes à la fraîcheur et passâmes avant midi à côté de deux châteaux, situés sur la hauteur, où demeurent les *praefecti*, l'un appartient à *Castelloburgum* (Fribourg), l'autre, qui paraissait beaucoup plus grand et plus beau, à *Rusinopolis* (Berne). Une heure plus tard nous arrivions dans une petite ville celtique, appelée *Dilmunum* (Moudon)... Notre compagnon de route

¹ P. 303 s.

nous dit que dans cette petite ville il y a différentes foires de bétail et de chevaux, les plus belles qu'il y ait dans toute la *Boltaringia* (Pays de Vaud). Après-midi nous dûmes monter sur une montagne pas trop raide ; arrivés au sommet, il fallut traverser une épaisse forêt de sapins, enfin vers le soir nous arrivions à *Naulansa* (Lausanne), située de l'autre côté de la montagne. C'est une ville un peu comme *Castelloburgum*, où l'on doit monter et descendre, mais elle est située dans un pays plus beau et plus fertile.

» Le *Tirvvingus* (Wurtembergeois) demanda en chemin au *Naulansanus* s'il y avait beaucoup de *nobiles* dans cette province et quels avantages ils avaient. Il répondit qu'il y avait jadis une noblesse riche et brave dans le pays, qui subsistait encore en partie. Mais elle diminuait chaque jour, car elle ne pouvait pas obtenir d'*officium lucrativum*, comme les *praefecturae* (bailliages). De plus, on était assez porté dans ce pays aux procès et aux litiges, par quoi mainte personne avait gaspillé une bonne partie de son patrimoine, c'est pourquoi non seulement les *nobiles*, mais d'autres de leurs sujets devaient souvent vendre leurs biens-fonds, qui d'ailleurs étaient soumis aux lods. Quand donc quelque chose de joli était à vendre, les *Rusinopolitani* s'efforçaient de l'acquérir. De là vient que les *Rusinopolitani nobiles*, *patritii* et autres *cives* possèdent déjà les plus belles occasions en fait de vignes et de domaines. D'ailleurs le pays en lui-même est bel et bon, mais il en va comme d'un mauvais champ d'où l'on tire toujours sans jamais y mettre du fumier ou le bonifier. Le *Tirvvingus* dit que l'on devrait au moins accorder le droit de bourgeoisie aux meilleures familles, afin qu'elles fussent mieux disposées envers les *Rusinopolitani* et leur aient obligation, et que ce serait beaucoup plus utile et profitable à la ville, plutôt que des gens du commun, dont héritent les hôpitaux, quand ils ne peuvent plus travailler par suite de paresse, de vieillesse, de dénuement, de maladie ou de quelque autre raison.

» A *Naulansa*, je rencontrai, grâce à notre compagnon de route, un compatriote qui était un *sacerdos musarum* dans leur Athénée, un brave et savant homme nommé *Rireneus* (Reinhardt)¹, que nous saluâmes. Nous accueillant amicalement, il nous conduisit à travers la ville, nous montra les curiosités de l'endroit, et particulièrement une belle vieille église, où il y aurait beaucoup à réparer. Il dit que la ville était située dans un bon pays, particulièrement de vignoble, que la ville avait son propre Consul et son Sénat, avec le *merum et mixtum imperium*, mais qu'elle devait reconnaître les *Rusinopolitani* pour ses souverains. Il y a là un bailli bernois, qui n'a rien à commander dans la ville, mais qui gouverne le pays alentour, sous la juridiction duquel se trouvent les *Druidae Rabbini* et les autres *Atheneistes*, car le *praefectus* exerce partie de la juridiction *mustique*, à la place de l'ex-*archimusti* (l'évêque) ; que de ce fait la ville avait eu parfois des disputes avec le *praefectus*, plus pour des questions de juridiction et de souveraineté que pour des questions philosophiques, et particulièrement quand il y a des *praefecti* qui ont des *imaginationes* si folles et tyranniques — comme il y en a souvent chez les Bernois — qu'ils s'imaginent avoir levé un lièvre et fait un coup d'éclat quand ils ont écorné par ruse quelque chose des privilèges des sujets, que ce soit aux vassaux ou aux communes

¹ L'Allemand Jean Reinhard, réfugié du Palatinat, enseigna en effet le grec et la morale à l'Académie de Lausanne dès 1628 ; cf. HENRI VUILLEUMIER, *Histoire de l'Eglise réformée du Pays de Vaud sous le régime bernois*, t. II, Lausanne 1929, p. 188.

paysannes, et qui n'ont par contre aucun scrupule de remplir leurs poches du bien commun ; et quand ils peuvent attraper pareil morceau, ils le prennent aux dépens de leur conscience, comme le chat attrape une saucisse.

» Le *Tirvvinguus* demanda comment la ville était gouvernée, on lui dit qu'ils avaient quelques *nobiles familiae*, et *patritii*. Il en va de la naissance comme à *Castelloburgum*. Les *nobiles* étaient souvent plus qu'à *Rusinopolis* promus au Conseil. Il ajouta que les *Naulansani* étaient dans l'ensemble de braves gens, sinon tous, quand bien même certains d'entre eux, qui voulaient passer pour de très saintes gens, pouvaient en remontrer aux Juifs. Je le questionnai sur leur *druidalisch Athenaeum* (Académie), sur quoi il me raconta qu'il y avait divers défauts, presque comme à *Rusinopolis*, et que leurs *Druidae* et *Rabbini* n'étaient pas tous de même opinion et qu'ils se jalouaient les uns les autres. Le *Tyron Athenaeum* (Collège), il le loua modérément, comme étant mieux formé que celui de *Rusinopolis* ; il ajouta que le bruit courait que le *Magistratus Rusinopolitanus* avait l'intention de le réformer. Mais que pour bien entrer en matière, il fallait commencer par les salaires et les améliorer, car les *stipendia* des *Druidae in Boltaringia* (Pays de Vaud) étaient très maigres ; que l'on devait aussi mieux entretenir les *Musarum alumni* et les *sacerdotes*, ainsi les enfants des gens de qualité se mettraient à regarder du côté des Muses et viendraient à la *druidalische Facultet*. Au reste, si les *Reformatores* (chargés de réformer l'Académie) voulaient bien voir les choses à la manière du Palatinat ou de Genève, et de la France protestante, ils pourraient bientôt remédier à ce mal, car l'esprit vaudois est plus tourné vers la manière genevoise et française, que vers celle des Bernois, qui est à comparer à quelques égards à leurs montagnes caucasiques.

» Le même après-midi nous prîmes congé de notre compatriote, en le remerciant pour la peine qu'il avait eue et l'amitié. Nous allâmes jusqu'à *Remogium* (Morges). C'est une jolie petite ville, mais plus petite que *Naulansa* ; cette dernière a été un temps la capitale du pays vaudois, car c'est là, comme on l'a dit, que l'*Archimufti* avait sa résidence. Par contre, *Remogium* est le plus grand port de commerce, c'est là que se tiennent les plus beaux marchés et que sont chargées, pour être acheminées plus loin, les marchandises venues par bateau de *Hadrodunum* (Genève). Le lendemain, de bonne heure, nous montâmes en bateau pour cingler par un bon vent vers *Hadrodunum*. Le long de la côte, on pouvait voir plusieurs beaux châteaux, à certains endroits un beau vignoble. Car c'est là que croît le meilleur vin qu'on puisse trouver in *Boltaringia*, mais on ne peut pas le garder aussi longtemps que celui de Teutonie, ce qui est fâcheux pour les Boltaringiens, car si leur vin pouvait se garder, ils seraient beaucoup plus riches qu'ils ne sont.

» Dans le bateau il y avait un marchand de Genève, qui nous raconta que le lac n'était pas seulement fort utile au pays, mais que c'était encore une très bonne défense pour la *Boltaringia*. Que si les *Rusinopolitani* voulaient bien prendre en considération quelques endroits et les fortifier convenablement, ils pourraient défendre beaucoup plus facilement leur pays, et venir au secours de leurs voisins confédérés. Il nomma quelques villes comme *Nivodunum* (Nyon), *Remogium*, *Verodunum* (Yverdon), qui étaient particulièrement belles et faciles à fortifier ; de même que *Dynavia* (Nidau), *Reaemontium* (Aarberg) et *Rapaenotium* (Brugg), qui peu à peu pourraient

être fortifiées. De même ils devraient avoir des vaisseaux de guerre en suffisance et de type différent pour venir au secours des *Hadrunenses* en cas de danger. Sur quoi le batelier répondit que les *Hadrunenses* devraient en avoir aussi, sans cela il n'y en aurait pas assez. Le *Tirvvinguus* disait qu'on pourrait facilement s'entendre sur cela. En dernier lieu, le marchand dit que les *Rusinopolitani* avaient beaucoup de vassaux in *Boltaringia*, qui en temps de guerre devaient le service à cheval et que de tous les *Heutelii*, personne n'avait plus de cavalerie que les *Rusinopolitani*, car dans l'ensemble les soldats suisses combattaient mieux à pied qu'à cheval. Sur ces entrefaites nous arrivâmes à *Hadrodunum*. Le batelier nous dit à l'oreille, en guise d'avertissement, de bien veiller à nos bourses, car les Genevois pourraient les vider très rapidement, qu'ils ne le cédaient guère en fait de tromperies aux coupeurs de bourses français. Comme nous débarquions, on nous demanda très soigneusement, comme aussi plus tard à l'auberge, qui nous étions, d'où nous venions et où nous voulions aller. Ainsi nous observâmes que l'on monte la garde avec beaucoup plus de soin que ce n'est le cas en aucun endroit des Heutéliens ; nous pûmes louer Dieu et le remercier de nous avoir fait arriver pour cette fois au port désiré. Puisse-t-il à l'avenir nous garder et nous conserver ainsi que tous les autres gens de bien.

» *Gloria sit soli, qui regit astra Deo.* »

HENRI MEYLAN

ROLAND RUFFIEUX, avec la collaboration de BERNARD PRONGUÉ, *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande, 1891-1949*, Fribourg, Editions universitaires, 1969, 564 p., tabl., cartes. (Etudes et recherches d'histoire contemporaine II.)

Les grands mouvements politiques ouvriers de notre époque puisent volontiers leur idéologie chez des transfuges des classes supérieures, comme Bakounine, Lassalle, Lénine ou Marx, en l'adaptant ou la modifiant ; quant aux syndicats, c'est souvent à partir de leur propre expérience qu'ils élaborent une stratégie et une finalité que leurs chefs mettent au point et intellectualisent. Le mouvement chrétien-social procède de la même manière que les syndicats, avec cette différence que la doctrine se modifie aussi à l'extérieur du mouvement sous l'influence d'une hiérarchie qui n'a pas pour seul, ni même pour principal objet l'action ouvrière, et que l'expérience de la base et les thèmes qui s'en dégagent ne coïncident pas nécessairement avec cette évolution. C'est pourquoi il a fallu tellement de temps au mouvement chrétien-social pour se définir et trouver sa voie au travers de multiples détours et obstacles. De 1891 à 1949, il « semble opérer une synthèse entre l'idéologie et les organisations ». Les autres groupements ouvriers eurent probablement moins de peine à situer leur action et surtout, plus indépendants de contraintes hiérarchiques externes, ils purent se diviser et se fractionner en tendances autonomes et ennemies lorsque les divergences étaient trop fortes. Dans le mouvement que décrivent les auteurs de cet ouvrage, l'unité doit subsister extérieurement, les fractions aberrantes doivent coexister ou se dissoudre dans la continuité

de l'organisation, quitte à devenir un jour prédominantes. C'est pourquoi l'histoire entreprise par M. Ruffieux est si complexe et difficile à suivre ; en outre elle se déroule sur un territoire géographiquement varié où les conditions économiques, sociales et confessionnelles diffèrent considérablement. L'artisan de Fribourg ne raisonne pas comme l'ouvrier d'usine valaisan émigré à Genève, et si les groupes auxquels ils sont affiliés appartiennent au même mouvement, il sera difficile de les mettre longtemps d'accord et d'harmoniser les fruits de leurs expériences respectives.

Les auteurs ont choisi de traiter d'abord de l'ensemble du mouvement romand avec ses étapes, ses courants, ses liens avec le christianisme social en Suisse, sous la plume de M. Ruffieux. Ensuite, différents chercheurs ont analysé séparément les six branches cantonales. Chacune des deux parties fait à peu près la moitié de l'ouvrage, si l'on ne tient pas compte des importants tableaux statistiques, cartes, indications bibliographiques, etc. Dans un vaste panorama de la Suisse romande, M. Ruffieux commence par situer les conditions de vie et de développement du catholicisme dans cette contrée économiquement stagnante dans son centre et bordée de zones en expansion ; les catholiques y sont en minorité, ce qui les marque profondément. A bien des égards, ils diffèrent, jusque dans leur appartenance à des diocèses distincts. Mais cette masse, dispersée en terre protestante ou concentrée en quelques noyaux augmente de nombre avec les années, surtout dans la diaspora, la plus active, la plus proche au fond de la Suisse dynamique ; cette altération des proportions ne manque pas de modifier le visage et l'équilibre du catholicisme romand. C'est hors des foyers valaisan et fribourgeois que l'industrie se développe et, avec elle, les problèmes sociaux que les minorités catholiques doivent affronter sans être toujours comprises en haut lieu ou dans le parti conservateur, dont le christianisme social ne s'est jamais séparé. La lenteur de l'industrialisation permet certes d'étaler les chocs, d'intégrer les courants qui progressent avec prudence.

Ce n'est pas avant les années 1880-1890 que les premières tentatives d'organisation apparaissent avec, en Suisse allemande, le Piusverein, à la fois caritatif et organisateur d'une catholicité vivante qui s'ouvre vers un monde laïcisé et industrialisé ; à ce moment les remous du Kulturkampf sont apaisés et, à Rome, est publiée la fameuse encyclique *Rerum novarum*, par laquelle Léon XIII ouvre la voie aux expériences sociales. Dès 1888, une Fédération romande des cercles et sociétés catholiques se crée dans ce courant et rassemble les jeunes campagnards émigrés dans les villes (donc devenus ouvriers), avant de s'étendre aux cantons catholiques, en toute docilité à la hiérarchie. Très vite se pose évidemment le problème du syndicalisme, pierre d'achoppement majeure jusqu'au milieu du XX^e siècle ; les uns, de milieu plutôt artisanal, s'opposent au syndicat, les autres, prolétariés, acceptent et recherchent même ce genre d'organisation, mais neutre, sans attache avec le parti socialiste ; de là une méfiance réelle envers l'Union syndicale suisse. L'avènement de Pie X oriente le mouvement vers la droite et une intégration plus forte dans l'Eglise ; en 1904, la

Fédération — première mutation d'une longue série — entre dans l'Association populaire catholique suisse et fusionne avec le parti catholique conservateur dans un esprit d'union des classes. Mais des tensions se développent, car l'antisocialisme des conservateurs rend difficile la tâche des militants les plus avancés ; dès 1910 s'affirme alors l'autre tendance, celle de l'Union des travailleurs catholiques, issue de l'Union ouvrière de Porrentruy, et résolument syndicaliste, bien que le jeune clergé et les catholiques conservateurs exercent à plusieurs endroits une action modératrice ou plus strictement religieuse. Pour finir, la hiérarchie et l'Association populaire doivent en 1913 briser la tendance de l'Union portée à la lutte des classes. C'est alors l'Union romande des travailleurs catholiques qui succède à la Fédération, animée par le dynamique abbé Savoy ; celui-ci ne veut plus de syndicat ; après les secousses de la guerre, de la grève générale de 1918 et même d'une grève des chrétiens-sociaux à Chippis, Savoy s'oriente vers le corporatisme ; la tendance syndicale subsiste toujours, mais ne joue plus qu'un rôle subalterne, quoique actif ; le chef de l'Union peut ainsi affirmer ses thèses à la fois réformistes et conservatrices : l'union des ouvriers et des patrons dans des organes communs doit permettre de dépasser le libéralisme et la lutte des classes en conciliant les intérêts des producteurs et des consommateurs. C'est la crise économique qui mène le mouvement, une nouvelle fois rebaptisé, à son apogée en 1933-1936, mais le parti socialiste et l'Union syndicale l'attaquent durement, surtout quand l'Union tente de faire passer des lois corporatives dans les cantons. L'évêché prend peur et Savoy doit s'en aller en 1936, ce qui clôt cet épisode et paralyse le corporatisme. Dès lors la voie est libre pour l'élan syndical, qui va reprendre le dessus dès 1937 et triompher dès 1949. La paix du travail devant laquelle se ferment les corporatistes, la victoire de la démocratie rejetée aussi par eux, le renouvellement de la doctrine sociale dans l'Eglise conduisent à la formation de la Fédération romande des syndicats chrétiens et à la ruine totale du mouvement issu de Savoy. L'évêque lui-même encourage une tendance qui peut redonner prise sur le monde ouvrier déchristianisé. La boucle était fermée, on revenait au syndicalisme.

L'exposé de M. Ruffieux est d'une remarquable clarté, même s'il est souvent difficile à suivre, parce que le sujet est compliqué. Rien que la multiplication des appellations et des sigles, dont il est fait un certain abus, déroute le lecteur qui chemine difficilement dans ce dédale d'associations diverses et mouvantes, en perpétuelle palingénésie. Les interférences de la doctrine politique et sociale de l'Eglise, ainsi que les situations propres à chaque contrée ne facilitent pas non plus la compréhension. Le texte est toujours dense et riche d'un contenu suggestif.

Dans la partie réservée aux cantons, nous nous limiterons à Vaud, traité par Louis Bochud et André Mayor, en trente pages qui donnent un tableau purement événementiel des mouvements chrétiens-sociaux. La synthèse ayant été donnée dans la première partie, les auteurs se limitent à une sorte de chronologie utile, mais qu'on voudrait plus étoffée. Les

éléments les plus intéressants concernent la personnalité dynamique de Maxime Reymond, au début de ce siècle, toujours sur la brèche pour propager l'union des catholiques dans toutes sortes de mouvements sociaux, culturels, mutualistes, etc. Quant à la période corporatiste, on en retiendra le transfert de l'idée et des institutions déjà créées au compte de la Ligue vaudoise. Plus que dans l'exposé de M. Ruffieux, on est emprunté parfois si l'on cherche à trouver un fil conducteur dans le foisonnement des organisations étudiées trop parallèlement et toujours brièvement. Ces pages sont nécessaires pour fournir des renseignements précis et condensés, mais c'est dans la première partie qu'il faut chercher la signification profonde et l'environnement du mouvement.

ANDRÉ LASSERRE

M. DACLIN, *La crise des années 30 à Besançon*, Paris, Les Belles-Lettres, 1968, 136 p., graphiques. (Cahiers d'Etudes comtoises XIII, Annales littéraires de l'Université de Besançon XCVI.)

Les archives officielles ne sont pas encore ouvertes aux historiens de la grande dépression. L'auteur réussit cependant à présenter ses effets à Besançon grâce à la presse professionnelle de l'époque, aux archives de certaines entreprises et d'organismes tels que la Chambre de commerce, enfin grâce à une enquête orale. Après une longue période de stagnation, l'économie bizontine passe par une phase d'expansion — modérée — après la première guerre mondiale. Mais l'organisation industrielle reste très proche de celle du XIX^e siècle. Contrairement à ce qui s'est passé en Suisse depuis 1876, l'horlogerie, l'industrie la plus importante de la ville, n'a pas modernisé ses structures. Lorsque survient la crise, elle est durement frappée. Tandis que sa rivale suisse, soutenue par les autorités, réagit avec énergie et rationalise ses appareils de vente et de production, l'industrie horlogère française ne parvient pas à modifier fondamentalement son organisation. Elle souffre d'autant plus de la concurrence accrue de la Suisse. Les autres secteurs sont à peine moins ébranlés. L'auteur détermine les effets de la baisse des prix et de celle des salaires, il relève les fluctuations et l'ampleur du chômage, total ou partiel. (On ne connaît toutefois que le nombre des chômeurs secourus.) Les mesures d'aide mises sur pied par des associations charitables (soupes populaires, par exemple) ou par la municipalité (allocations de chômage) n'empêchent pas des mouvements sociaux, défensifs, mais inefficaces avant mai 1936, revendicatifs et partiellement couronnés de succès après la victoire du Front populaire.

L'auteur constate deux phases distinctes dans la crise : en 1931, une phase très violente pour l'horlogerie et pour le bâtiment, suivie d'un palier, puis une deuxième dépression plus douloureuse encore en 1934-35. Dès 1936, la situation s'améliore. Certes, c'est sous la pression des grèves que les patrons acceptent à quatre reprises d'augmenter les salaires entre

1936 et 1937 ; ils peuvent céder : leur situation n'est plus aussi angoissante que dans les mois précédents. De son côté, le chômage se résorbe plus lentement, mais avec régularité. Les entreprises les plus archaïques ont fait faillite ou se sont transformées. En obligeant le patronat à moderniser les structures industrielles, la grande dépression a préparé la prospérité bizantine d'aujourd'hui.

PAUL-LOUIS PELET

Documents diplomatiques français 1932-1939, I^{re} série (1932-1935), t. IV (16 juillet - 12 novembre 1933). [Publ. par le] Ministère des Affaires étrangères, Paris, Imprimerie Nationale, 1968, LVI + 788 p.

Le plus récent volume de documents diplomatiques français sur les origines de la deuxième guerre mondiale s'ouvre sur la signature du « Pacte à Quatre » (Italie, France, Grande-Bretagne et Allemagne), qui tente de rétablir en Europe un « concert des puissances », mais ne sera jamais ratifié. Il se termine avec le retrait de l'Allemagne de la Conférence du désarmement et de la Société des Nations et le plébiscite qui consacre l'implantation du nazisme outre-Rhin. Les documents français apportent des précisions inédites sur les négociations internationales, mais l'attention du quai d'Orsay se porte toujours plus vers les initiatives du Reich et leurs contrecoups pour l'Europe tout entière. Les diplomates ne sont pas dupes des propos rassurants d'Hitler : chacun de ses actes les dément. Mais les Puissances, divisées et ébranlées par la crise économique, réagissent sans vigueur.

Aucun répertoire ne signale les documents qui concernent la Suisse. Pourtant notre pays n'est pas complètement absent des préoccupations françaises. Les documents 273 (p. 486), 359 (637), 364 (647), 360 (639) font allusion au rôle et aux démarches du conseiller fédéral Motta et à l'attitude de la Suisse à la Conférence du désarmement. Le numéro 299 (p. 551) étudie l'effet de la neutralité suisse dans le cas où la France devrait se porter au secours de la Pologne ou de la Petite-Entente. Le numéro 372 enfin (p. 662-664) évoque les problèmes militaires posés par le réarmement patent du Reich. Il montre le souci de l'Etat-major suisse, bien renseigné, d'établir des contacts avec les adversaires de l'éventuel agresseur.

PAUL-LOUIS PELET

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

ARTHUR BOEHTLINGK, *Frédéric-César Laharpe 1754-1838, précepteur du tsar Alexandre I^{er}, antagoniste de Napoléon, libérateur du Pays de Vaud, bâtisseur de la Suisse actuelle*, adaptation française du Dr Oscar Forel, préface de J.-Ch. Biaudet, Neuchâtel, La Baconnière, 1969, 426 p., pl., portr.

Le gros volume en allemand que Boehtlingk fit paraître en 1927 au sujet de son grand-oncle par alliance n'a certainement pas contribué, autant qu'il aurait dû, à faire connaître aux Vaudois une personnalité aussi remarquable que celle de Frédéric-César de Laharpe. L'auteur, qui se fonde sur des correspondances et des archives de famille, s'il pêche par un mani-chéisme qui messied à un historien — Alexandre I^{er} est un ange et Napoléon un démon — n'en a pas moins le grand mérite de faire de Laharpe et de son élève le tsar des portraits pleins de vie et d'intérêt.

Grâce en particulier à la correspondance échangée entre le jeune Laharpe et son ami Monod, le lecteur apprend à connaître le passionné et l'enthousiaste qui n'hésitera pas à jouer un jeu dangereux pour obtenir l'indépendance de son pays.

Les années de préceptorat à Saint-Petersbourg, entre 1782 et 1794, seront le prélude et le fondement de toute l'influence postérieure de Laharpe. A son retour de Russie, évitant les terres de LL. EE., il va s'installer à Genthod. C'est ensuite la Révolution vaudoise, la création de l'Helvétique puis les difficultés et finalement l'échec de Laharpe en qualité de Directeur. « Trop susceptible, impulsif, violent... trop idéologue et partant trop romantique », Laharpe devait convenir que le gouvernement n'était pas son fait.

Après la proclamation de l'empire, Boehtlingk centre son étude sur Alexandre I^{er} ; il met en évidence l'influence que le précepteur vaudois exerçait sur son ancien élève, avec lequel il était resté en relations épistolaires. On arrive ainsi au Congrès de Vienne où, grâce à l'amitié constante qu'Alexandre témoignait à Laharpe, ce dernier obtint la reconnaissance intégrale des nouveaux cantons d'Argovie, de Vaud et du Tessin ¹.

L'ouvrage se termine sur le désenchantement de Laharpe qui voit son disciple agir à l'encontre des principes libéraux qu'il croyait lui avoir inculqués.

Certes, ce n'est pas l'étude historique qui a tenté le Dr Forel quand il a entrepris d'adapter et de traduire, avec une scrupuleuse fidélité, le texte de Boehtlingk. Bien plus que l'histoire, c'est le personnage de Laharpe

¹ A propos de Laharpe et du Tessin, signalons ici l'article de M. Giuseppe Martinola (*La missione ticinese di Federico Cesare de La Harpe a Vienna*, dans *Bollettino storico della Svizzera italiana*, vol. LXXXII, 1970, p. 26-41), où sont publiées, d'après le *Protocollo della corrispondenza con le Autorità Estere*, quelques lettres que le Petit Conseil tessinois adressa à Laharpe en 1814 et 1815.

qui l'a séduit : l'homme passionné, courageux et désintéressé qui, même avec les défauts de ses qualités, lui a paru plus digne que tout autre d'être rappelé au souvenir de ses concitoyens.

ANNE-MARIE THORMANN, *Saint-Vincent, un château à la Côte vaudoise. Etude historique et vécue*, Berne [chez l'auteur], 1969, 92 p., fig., pl., portr., plan, facs, tabl. généal., armoiries.

Pendant plusieurs années, M^{me} Anne-Marie Zeerleder-Thormann a séjourné longuement dans l'un des plus beaux sites de La Côte, au château de Saint-Vincent, à Gilly. Son attachement pour cette demeure, joint à une heureuse trouvaille faite dans la bibliothèque un jour de mauvais temps, ont conduit M^{me} Zeerleder à retracer l'histoire de Saint-Vincent.

Le nom apparaît déjà dans une charte qui date de l'abbatiate d'Odilon de Cluny. On suit sa trace de loin en loin jusqu'au XIV^e siècle, et depuis lors les seigneurs et les habitants du lieu défilent sous la plume de M^{me} Zeerleder. Une de ses sources principales est la grosse d'Abraham Lecoultré, rénovateur des extentes de Saint-Vincent de 1756 à 1758 et, plus précisément, l'introduction détaillée par laquelle le commissaire commence son travail. Cette grosse était perdue parmi d'autres volumes et il faut louer M^{me} Zeerleder d'en publier entièrement le *proemium*, qui sans elle échappait sans doute définitivement aux historiens.

Un grand nombre de fac-similés, de transcriptions et de références précises, des tableaux représentant les partages et les regroupements du fief de Saint-Vincent, une généalogie Rolaz, un glossaire et un index font de ce petit volume une mine de renseignements précieux présentée sous une forme des plus séduisantes.

LOUIS POLLA, *Lausanne 1860-1910. Maisons et quartiers d'autrefois*, 195 photographies anciennes, préface de Pierre Cordey, Lausanne, Payot, 1969, 212 p., fig., carte et plan sur la couv.

Dans la documentation photographique considérable qu'il a accumulée pour sa rubrique hebdomadaire « Maisons et quartiers d'autrefois » publiée depuis plus de dix ans dans la *Feuille d'Avis de Lausanne*, M. Louis Polla a fait un choix des plus heureux et présenté à tous ceux qui de près ou de loin portent quelque intérêt à Lausanne un livre d'images incomparable.

Qui pourrait rester insensible au charme des maisons disparues, au pittoresque des banquets dans la rue, au plaisir de découvrir ou de retrouver le visage ancien de lieux familiers ? On retourne à ces pages comme à un album de famille qu'une main attentive aurait composé et annoté avec sûreté.

A la valeur documentaire et artistique des photos s'ajoute encore, et on ne saurait assez en féliciter l'auteur, un excellent index commenté. Le plaisir de ceux qui ont eu la chance de feuilleter ce volume se manifeste d'une façon toujours semblable : ils attendent la suite.

CLAUDE LAPAIRE, *Schweizer Museumführer / Guide des musées suisses / Guida dei musei svizzeri*, 2^e éd., Bern, Paul Haupt, 1969, 256 p., pl., portr.

Les amateurs de promenades studieuses sont reconnaissants à M. Claude Lapaire, conservateur au Musée national suisse à Zurich, d'avoir préparé avec le soin qu'on lui connaît une deuxième édition revue et augmentée de son « Guide des musées suisses ».

Ce volume au format très commode répond exactement à ce que l'on attend de lui. D'une manière brève et claire, il donne les indications de lieu, de date et d'heure d'ouverture, le nom des responsables et des conservateurs et, en quelques lignes, il décrit l'essentiel des collections ; quand il y a lieu, des informations bibliographiques complètent les rubriques.

Vu sous l'angle vaudois, le guide ne présente à notre connaissance aucune lacune notable, si ce n'est l'absence du très original et très récent musée de l'orgue, logé pour l'instant à Essertes.

L. W.